



## NOTE D'ÉDUCATION PERMANENTE

de l'ASBL Fondation Travail-Université (FTU)

www.ftu.be

N°2023– 15, décembre 2023

# La notion de classes sociales (2)

## *Depuis 1980 : la fin des classes sociales ?*

*Le mouvement ouvrier chrétien a fêté ses 100 ans. Cent ans de défense des intérêts des travailleurs. Cent ans de travail culturel. Cent ans de développement de services. Cent ans de travail politique. Par et pour les classes populaires. Mais que faire lorsque le doute s'installe sur qui sont les membres des classes populaires ? Que faire lorsque les membres de celles-ci ne se reconnaissent plus dans cette appartenance ? Que faire lorsque la lutte politique à mener au nom d'intérêts de classe semble un combat dépassé ?*

*Afin de donner des clés de compréhension par rapport à ces différents phénomènes, nous proposons de développer un cycle d'analyses autour de la notion de « classes sociales ». Le premier temps est consacré à une définition du concept de « classes sociales » tel qu'il s'est forgé du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'à l'apogée de son utilisation dans les années 1970. Le deuxième temps est dédié au déclin de la notion depuis 1980, au profit des concepts de « moyennisation » et de « fragmentation » de la société », avec un focus particulier sur le devenir contemporain des classes populaires. Un troisième temps sera consacré à la période actuelle, marquée par l'émergence, depuis 2015, de la notion de « privilège » comme catégorie d'analyse pour appréhender des systèmes de domination pensés désormais comme divers (genre, classe, race, sexualité, ...) et en interrelation les uns avec les autres.*

*Cette analyse est la deuxième du cycle. Elle cherchera à faire entrer en dialogue les pensées de Henri Mendras, Robert Castel et Louis Chauvel qui ont tous trois produit une réflexion sur le concept de classes sociales des années 1980 aux années 2010.*

Le concept des classes sociales est-il encore pertinent pour comprendre, analyser des faits sociaux contemporains ? Assiste-t-on à la fin des classes sociales ou à leur retour ? Pour tenter de répondre à ces questions, nous nous baserons sur un article<sup>1</sup> publié par Louis Chauvel en 2001. Si l'article commence à dater, le propos qui y est développé n'a pas pris une ride. Sociologue spécialiste des classes sociales et des inégalités

---

<sup>1</sup> CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? » dans *Revue de l'OFCE*, n°79, octobre 2001, p. 315-359

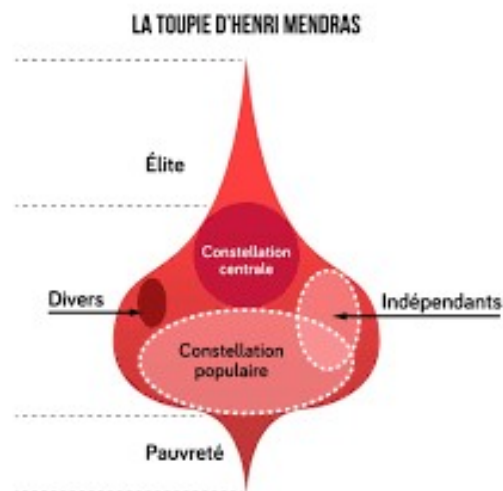
entre générations, Louis Chauvel cherche à analyser comment les « classes sociales » ont empiriquement évolué en France depuis l'apogée de l'utilisation de la notion en sociologie dans les années 70 jusqu'au début des années 2000. Au début du 21<sup>e</sup> siècle assiste-t-on à la fin des classes sociales ou à leur retour ? Et dans le cas où on constaterait la persistance empirique des classes sociales, quels seraient les contours de celles-ci ?

## LES ARGUMENTS POUR LA FIN DES CLASSES SOCIALES

Entre la fin des 30 glorieuses et le début du nouveau siècle, la société française a connu de profondes transformations : déclin de la centralité ouvrière, expansion des classes moyennes, explosion de la consommation de masse, développement des services et du secteur tertiaire de l'économie, « massification scolaire », ... Face à ces constats, de nombreux chercheurs et chercheuses en sciences sociales contemporains vont postuler la fin des classes sociales. Pour certain-es, la notion de « classes sociales » est désormais devenue caduque en raison de la moyennisation globale de la société ; pour d'autres, c'est en raison de sa fragmentation généralisée. D'autres encore convoquent les deux arguments, ceux-ci ne s'excluant pas l'un l'autre.

### MOYENNISATION DE LA SOCIÉTÉ

Pour les tenants de la moyennisation, l'ampleur des transformations à l'œuvre ont entraîné une baisse des inégalités économiques et éducatives, ont contribué à ce qu'il y ait plus de porosité entre les différentes classes sociales, ce qui a, à son tour, amoindri la « conscience de classe ». Dans une société devenue moyenne, la notion de classes sociales n'aurait plus de raison d'être. Dans ce contexte, Henri Mendras va proposer un nouveau modèle pour penser la société. Pour lui, la traditionnelle pyramide sociale doit désormais céder la place à une représentation de la société sous forme de toupie. Les classes populaires se retrouvent désormais incluses dans le ventre de la toupie, participant dès lors à une large classe moyenne. On notera cependant que la « constellation populaire » où se retrouvent agglomérés ouvrier-es et employé-es constitue la partie basse du ventre de la toupie, la plus susceptible de basculer dans la pauvreté. Par ailleurs, on remarquera que cette « moyennisation » de la société n'est pas sans conséquence sur la conscience de classe, comme l'analyse Henri Mendras pour la société française :



*« Les Français sont de plus en plus nombreux à se dire appartenir à la classe moyenne, ce qui est évidemment la négation d'une conscience de classe. (...) La classe moyenne est en train de se détruire elle-même en tant que classe, entraînant une transformation de toute la structure sociale qui enlève du même mouvement à la classe ouvrière et à la classe dirigeante leur caractère de classe au sens fort, marxiste du terme <sup>2</sup> ».*

### FRAGMENTATION DE LA SOCIÉTÉ

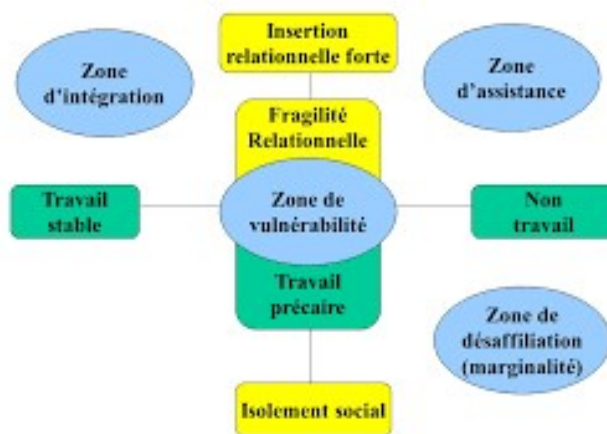
À côté des tenants de la « moyennisation », d'autres chercheur-es vont penser la fragmentation de la société. De leur point de vue, nos sociétés contemporaines vivent une fragmentation à la fois objective et subjective des classes sociales. La fragmentation objective se caractérise par la différenciation des situations économiques au sein des différentes classes sociales : précarisation, fin des emplois stables, formes de rémunérations post-salariales sont autant de phénomènes qui divisent les membres au sein d'une classe sociale. Les classes populaires seraient ainsi divisées entre les « insiders » qui auraient encore la chance

<sup>2</sup> MENDRAS H., *La seconde révolution française : 1965-1984*, Gallimard, Paris, 1994, p.60-67

d'avoir un emploi stable et les « outsiders » inemployés et/ou inemployables. C'est dans ce contexte que Robert Castel propose en 1995 un modèle d'analyse inédit. Ce modèle cherche à rendre compte d'une donnée nouvelle :

« La présence, apparemment de plus en plus insistante d'individus placés dans une situation de flottaison dans la structure sociale : chômeurs de longue durée, habitants de banlieues déshéritées, allocataires du revenu minimum d'insertion, victimes des reconversions industrielles, jeunes en quête d'emploi et qui se promènent de stage en stage, de petits boulots en occupation provisoire...<sup>3</sup>».

Le modèle de Castel vise à rendre compte de l'éclatement du salariat et des situations différenciées qui peuvent se vivre à l'intérieur d'une même classe sociale<sup>4</sup>. Une première zone, située à gauche, est appelée « zone d'intégration ». Elle rassemble les individus qui peuvent à la fois compter sur un travail stable (et durable) et sur une insertion relationnelle forte. Une seconde zone, située au centre, est une zone de transition. Elle rassemble des individus qui sont rendus vulnérables par un travail précaire : allers et retours dans l'emploi, insécurité qui s'accompagne de fragilité relationnelle, voire d'isolement social. A droite du schéma, se retrouvent deux zones de la périphérie, marquées toutes les deux par l'absence de travail. Ce qui va les distinguer, c'est le degré d'insertion sociale qui accompagne le non-travail. Pour les personnes sans emploi mais qui bénéficient d'une insertion relationnelle forte, Castel parlera de « zone d'assistance » tandis que lorsque les individus n'accèdent plus à l'emploi mais connaissent également un isolement social, Castel parlera de « zone de désaffiliation ».



Ce modèle cherche avant tout à rendre compte de la manière dont, à l'intérieur d'une même classe sociale, les écarts se creusent, contribuant au sentiment d'une réalité fragmentée où les intérêts de classe ne vont plus de soi. Alors que dans les années 1990, dans une société qui se pense comme moyenne, les individus « non-intégrés » dans la société salariale sont envisagés sous le prisme de l'exclusion, Castel veut montrer avec son modèle qu'on assiste plutôt à « l'effritement de la société salariale, c'est-à-dire à l'érosion de ce montage entre travail et protection qui a représenté la grande innovation du XXème siècle en matière sociale<sup>5</sup> ». Pour Castel, la question sociale contemporaine « est celle de la déstabilisation de la société salariale parce que dans celle-ci le salaire est plus qu'une ressource financière ; il est aussi le point d'accrochage de l'identité sociale, le socle des protections, l'acquisition par le travailleur d'un statut juridique (droit social, droit du travail, conventions collectives, Sécurité sociale, ...)»<sup>6</sup>.

C'est cette conjugaison du salariat et d'une forme de protection contre les principaux risques sociaux qui s'effrite aujourd'hui. L'analyse que propose Castel n'est pas marxiste car, alors que Marx avait fait de la classe ouvrière le support d'une dynamique historique qui serait transformatrice pour l'ensemble de la société, Castel estime qu'il n'y a plus de classe ouvrière au sens politique du terme, il n'y a plus de « classe pour soi ». Pour Castel, « la classe ouvrière a été destituée ; elle n'a pas été à proprement parler vaincue dans une lutte politique, mais elle a été contournée, surplombée par la diversification des formes de salariat qui l'ont reléguée dans un rôle subalterne ; elle n'est plus le moteur de l'histoire<sup>7</sup> ».

<sup>3</sup> Op. Cit., p.13

<sup>4</sup> CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Librairie Arthème Fayard, 1995.

<sup>5</sup> CASTEL R., « Autour du livre. Les métamorphoses de la question sociale » dans *Vie Sociale*, n°1, 2013/1, P.29

<sup>6</sup> Idem

<sup>7</sup> CASTEL R., « Autour du livre. Les métamorphoses de la question sociale » dans *Vie Sociale*, n°1, 2013/1, P.31

Pour d'autres auteur-es, à cette fragmentation objective basée sur des situations économiques différenciées au sein d'une même classe sociale, va s'ajouter une fragmentation subjective, d'ordre symbolique. En effet, la multiplication des appartenances symboliques dans la société postmoderne (religieuses, culturelles, de genre, de génération, d'orientation sexuelles, ...) et les luttes pour leur reconnaissance affaiblirait le sentiment d'appartenance à une classe sociale en faisant émerger d'autres formes de conflits que le conflit de classe. L'émergence de ces nouvelles appartenances conflictuelles donneraient lieu à des réalités de vie radicalement différentes au sein d'une même classe sociale. Les deux hypothèses de la fragmentation économique et symbolique des classes sociales se renforcent ainsi l'une l'autre pour aboutir à l'hypothèse du passage d'une structure de classe économique à une structure d'appartenances symboliques. Pour nombre de ces auteur-es, la notion de classe sociale perdrait ainsi toute pertinence.

## FIN DES CLASSES SOCIALES OU FIN DU DISCOURS SUR LES CLASSES SOCIALES ?

C'est ce que Louis Chauvel tente de déterminer dans l'article qu'il consacre à cette question. Pour mener sa réflexion, Chauvel va proposer une définition empirique des classes sociales apte à lui permettre de produire des données pour tenter de déterminer si, au début du 21<sup>e</sup> siècle, on assiste à la fin des classes sociales ou à leur retour.

Pour Chauvel : « *On parlera de classes sociales pour des catégories :*

- 1) *Inégalement situées – et dotées – dans le système productif ;*
- 2) *Marquées par une forte identité de classe, dont trois modalités peuvent être spécifiées :*
  - a. ***L'identité temporelle**, c'est-à-dire la permanence de la catégorie, l'imperméabilité à la mobilité intra- et intergénérationnelle, l'absence de porosité aux échanges matrimoniaux avec les autres catégories (homogamie) ;*
  - b. ***L'identité culturelle**, c'est-à-dire le partage de références symboliques spécifiques, de modes de vie et de façons de faire permettant une inter-reconnaissance ;*
  - c. ***L'identité collective** à savoir une capacité à agir collectivement, de façon conflictuelle, dans la sphère politique afin de faire reconnaître l'unité de la classe et ses intérêts. »<sup>8</sup>*

La définition de Chauvel s'inspire des travaux de Marx, Weber, Hoggart et Bourdieu sur les classes sociales, tels que nous les avons présentés dans notre première analyse<sup>9</sup>. Il reprend ainsi à la tradition marxienne l'identification de la classe sociale par son positionnement dans le système productif (classe en soi) ainsi que la dimension de conscience de classe (classe pour soi). Elle puise également dans la tradition wébérienne l'idée de destin, de « chances de vie » qui se traduisent notamment dans une imperméabilité des classes sociales. La définition va enfin chercher chez Bourdieu et Hoggart une référence à la dimension culturelle des classes sociales.

<sup>8</sup> CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? » dans *Revue de l'OFCE*, n°79, octobre 2001, p. 317-318

<sup>9</sup> MORDANT A.F., « La notion de classes sociales : de la révolution industrielle aux Trente glorieuses : l'âge d'or », Analyse FTU n°13, décembre 2023. <https://www.ftu.be/index.php/publications/accompagnement-de-la-vie-associative/455-la-notion-de-classes-sociales-1>

## PERMANENCE DES POSITIONS DE CLASSES

Assiste-t-on au retour ou à la fin des classes sociales ? Pour répondre à sa question de départ, Chauvel va tout d'abord s'intéresser à la position des différentes classes sociales dans le système productif en examinant les inégalités de revenus et de patrimoine. Observe-t-on une moyennisation de la société, un tassement des inégalités inter-classes ? Trois aspects des classes sociales seront envisagés par le chercheur : la stabilité des positions de classe dans la stratification sociale de la société française, l'importance donnée aux revenus salariaux et patrimoniaux, la composition et l'homogénéité des « classes moyennes ».

En comparant les statistiques de Catégories Socio-professionnelles (CSP) en France sur 30 ans, il constatera un développement numérique de franges moyennes et supérieures du salariat et un déclin du nombre d'ouvriers. Cependant, considérant que « *les employés sont d'un point de vue structurel les ouvriers des services, c'est-à-dire des travailleurs routiniers du tertiaire dont le travail est aussi peu valorisé économiquement que celui des ouvriers*<sup>10</sup> », Chauvel additionnera les ouvriers et employés subalternes pour montrer que les classes populaires forment une part majoritaire (60%), et stable, de la population française de 1970 à 2000. Ainsi, contrairement à l'idée de moyennisation de la société, Chauvel démontre une permanence des positions de classe.

En ce qui concerne les rapports entre revenus du travail et revenus du patrimoine, entre les années 1970 et 2000, la stagnation des salaires et la progression des revenus financiers et patrimoniaux ont non seulement creusé les inégalités mais ont contribué à l'effritement du modèle de la société salariale.

« Ce que la société salariale avait construit, c'est-à-dire des changements stabilisés, une hiérarchie maîtrisée, des revenus régulés et des droits sociaux qui en découlaient selon un écart de 1 à 3 ou 4 entre les plus modestes et les mieux lotis, en ouvrant un ensemble de droits sociaux régulateurs selon une cotisation proportionnelle aux salaires encadrés par des grilles lisibles et propices à la prédictibilité, se trouve aujourd'hui sous forte tension<sup>11</sup> ».

Ainsi donc, le retour des « inégalités d'accumulation » fait passer la société française d'une « société salariale » où les différences de revenus se mesuraient entre 1 et 4 à une « société patrimoniale » où l'écart devient de 1 à 70.

Si les classes populaires restent stables, qu'en est-il des classes moyennes ? Il existe deux acceptions des « classes moyennes » : l'une, anglo-saxonne « middle class », fait référence à la classe du milieu, celle qui est intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat (et dont les revenus peuvent être bien plus importants que les salaires médians). L'autre, française, fait référence à la classe qui possède un salaire médian dans la société salariale. Chauvel constate que les classes moyennes salariées (celles qui occupaient une position médiane dans la société) perdent en homogénéité avec le passage de la société salariale à la société patrimoniale. Une fraction de celle-ci subit un déclassement et voit ses rêves d'ascension s'évaporer avec la fin de la société salariale tandis qu'une autre fraction, qui a pu valoriser une épargne héritée, s'élève vers la bourgeoisie patrimoniale.

Stabilité numérique des classes populaires, augmentation des inégalités d'accumulation et effritement de l'homogénéité des classes moyennes plaident donc davantage pour le maintien des classes sociales que pour leur disparition. A ces trois indicateurs, Chauvel ajoutera celui de la persistance de l'homogamie qui assure une reproduction des classes sociales par-delà les générations. Chiffres à l'appui, et contrairement au sens commun et à l'idéal de l'amour romantique, Chauvel montre l'imperméabilité des classes sociales. Bien que le phénomène d'homogamie soit un peu moins important qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle, il reste central en l'an 2000.

Sur base de ces constats, Chauvel conclut à la permanence des classes sociales objectives. Mais, nous l'avons vu, les classes sociales n'ont pas seulement une dimension objective en lien avec les inégalités présentes dans le système de production, elles ont également une dimension subjective et identitaire à la fois culturelle

---

<sup>10</sup> CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? » dans *Revue de l'OFCE*, n°79, octobre 2001, p. 323

<sup>11</sup> Op.cit., p. 332-333



(« style de vie » hoggartien ou « univers de goûts » bourdieusiens), et politique (« classe pour soi » marxienne).

## EFFRITEMENT DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

En ce qui concerne l'hypothèse de la fragmentation subjective des classes sociales, Chauvel va se pencher sur l'identité collective des classes sociales, leur « conscience de classe ». Pour définir l'identité collective, Chauvel mobilise différents critères : « le sentiment d'appartenir à une classe sociale, la mobilisation animée par des syndicats spécifiques, l'unité d'action politique au travers de partis structurés <sup>12</sup> ». Et il constate que ces 3 facteurs sont en perte de vitesse depuis les années 1970 en France. En effet, le taux d'affiliation syndicale est passé de 40% des salariés en 1949 à moins de 10% en 2000 ; le Parti Communiste Français s'est effondré et le non-vote dans les classes populaires est en augmentation significative<sup>13</sup>; le sentiment d'appartenance à la « classe moyenne » s'est largement étendu, tant du côté des fractions hautes des classes populaires que du côté des cadres qui ne s'identifient plus nécessairement à la bourgeoisie. L'appellation de « classe ouvrière » quant à elle, ne suscite plus un sentiment d'appartenance important car bon nombre des membres des classes populaires se retrouvent davantage dans des termes tels que « les petits », « les exclus », « le peuple », <sup>14</sup>...

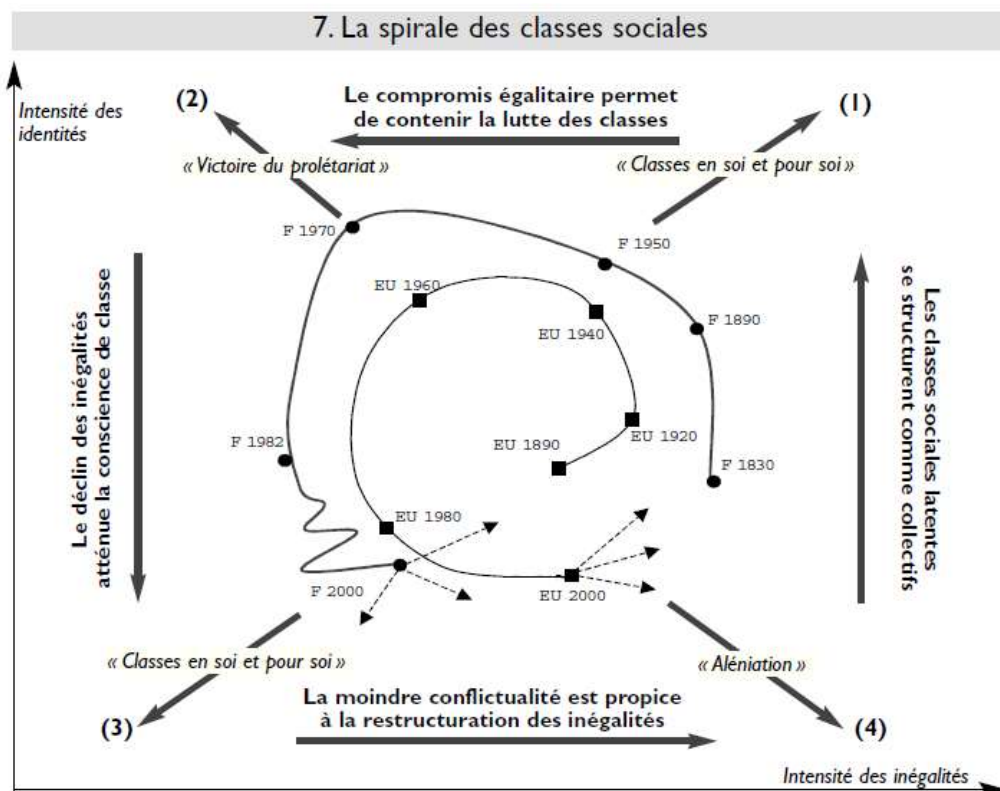
On assiste donc dans les années 2000 à une société où les classes sociales objectives continuent à exister avec force mais où la conscience de classe s'est considérablement affaiblie. Ceci a pour conséquence de laisser libre cours aux discours prétendant que nous vivons dans une société sans classes, que les conflits d'intérêts collectifs n'existent pas et qu'il revient à l'individu de saisir les opportunités qui se présentent à lui. En privant les plus démunis d'appartenances collectives positives, ces discours renvoient aux individus la responsabilité de leur position sur l'échiquier social.

Ainsi, les théoriciens de la fin des classes sociales se sont surtout basés sur la disparition de la dimension subjective des classes sociales, celle de la conscience de classe, pour déclarer que les classes sociales objectives avaient disparu. Or, pour Chauvel, c'est une erreur de penser que ces deux dimensions fonctionnent ensemble de manière mécanique : l'histoire nous montre qu'elles existent souvent de manière décalée dans le temps, voire que leurs relations peuvent se penser de manière cyclique, sous la forme d'une spirale. Le cycle commence par la présence objective de classes sociales différenciées sans qu'il y ait pour autant de conscience de classe (c'est l'aliénation selon Marx). Le mouvement historique avançant, les classes sociales dominées vont développer une conscience de classe qui alimentera la lutte pour plus d'égalité entre les classes sociales, ce qui va mener à la constitution d'« une classe en soi et pour soi ». Les luttes portant leurs fruits, la société se fait plus égalitaire, tout en accueillant en son sein des groupes porteurs d'une conscience de classe importante. Avec l'évolution du temps et le déclin des inégalités, la conscience de classe s'émousse, ce qui permet aux inégalités réelles de se reconstituer, sans qu'elles rencontrent d'opposition, comme le montre le schéma ci-dessous.

<sup>12</sup> CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? » dans *Revue de l'OFCE*, n°79, octobre 2001, p. 350

<sup>13</sup> Les travaux de l'historienne Valérie Igounet sur la montée de l'extrême droite en France ou ceux du sociologue Didier Eribon qui s'interroge sur son propre parcours de transfuge de classe montre que la dynamique d'abandon est à double sens : ce n'est pas seulement une classe ouvrière qui délaisse syndicats et partis, c'est aussi un fort sentiment d'abandon par les partis de gauche qui est exprimé par les classes populaires.

<sup>14</sup> Si les observations de Chauvel se sont faites sur le territoire français, la situation en Belgique est légèrement différente en raison d'un rapport autre aux syndicats et aux partis qui mériterait une analyse spécifique. Ces différences ne sont cependant que relatives car on constate en Belgique les mêmes tendances de fond qui traversent toutes les sociétés d'Europe occidentale.



Note : les points figurent la France et les États-Unis à différentes dates. Les positions sont relatives et restituent l'idée de dynamiques générales de différentes périodes.

C'est probablement à ce dernier point de reconstitution des inégalités où on se trouvait, en 2001, lorsque Chauvel a écrit son article. Celui-ci conclut : « les classes sociales sont une réalité tangible, mais vidées par l'histoire récente de contenu subjectif, et posée hors des représentations collectives ». <sup>15</sup> Ce qui ne veut pas dire qu'il s'agit pour toujours d'un objet sociologique démodé. Un nouveau balancier de l'histoire pourrait bien les ramener au sommet de l'actualité. Où en sommes-nous, aujourd'hui, en 2023 ?

### QUE RETENIR ?

Si la notion de classe sociale ne parle plus aujourd'hui, c'est parce que le contexte social, culturel et politique a changé depuis les années 1970. Certaines transformations ont eu un impact direct sur les rapports de classe : le déclin de l'industrie a affecté la centralité ouvrière ; le développement des services et du secteur tertiaire de l'économie a désenclavé les classes populaires en les mettant au contact d'autres classes ; l'explosion de la consommation de masse, des médias de masse et la « massification scolaire » a réduit les écarts culturels inter-classes, ... Ces transformations ont contribué à la « moyennisation » de la société et à sa « fragmentation » avec l'effritement de la société salariale et à une diminution d'un sentiment d'appartenance collective.

Cependant, la notion de « classes sociales » reste tout à fait pertinente pour analyser des faits sociaux contemporains. Les travaux de Chauvel nous montrent en effet que les classes sociales, comprises en tant que groupes occupant des positions inégales dans les moyens de production restent stables, alors que les inégalités entre les classes ne cessent de s'accroître. Si les classes sociales sont des réalités empiriques tangibles, en revanche, la conscience de classe n'a cessé de s'effriter depuis les années 1970. Nous sommes donc face à des classes sans conscience de classe, ce qui explique les difficultés rencontrées aujourd'hui par le mouvement ouvrier pour mobiliser des militant-es. En concevant la réalité empirique des classes sociales et la conscience de classe comme des réalités décalées dans le temps et cycliques, Chauvel nous montre que

<sup>15</sup> CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? » dans *Revue de l'OFCE*, n°79, octobre 2001, p. 357

la situation actuelle de « classes sans conscience de classe » n'est probablement que temporaire et qu'un nouveau balancier de l'histoire pourrait amener la notion à reprendre de la vigueur très prochainement. Dans ce contexte, mener des luttes politiques au nom du conflit social reste tout à fait pertinent.

Dans le cycle d'analyses sur la notion de classe sociale que nous avons entamé, une première analyse portait sur l'âge d'or du concept, du 19ème siècle aux années 1970. Cette seconde analyse a cherché à montrer l'évolution de la notion depuis 1980, en interrogeant sa pertinence dans la société actuelle. Ces deux analyses nécessitent d'être complétées par un focus spécifique sur le devenir contemporain des classes populaires. C'est ce que nous souhaitons faire dans une prochaine analyse.

### Anne-France MORDANT

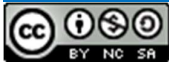
Chargée de mission à la FTU

### Bibliographie

- BOURDIEU P., *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, Paris, 1979.
- CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Librairie Arthème Fayard, 1995.
- CASTEL R., "Autour du livre. Les métamorphoses de la question sociale " dans *Vie Sociale*, n°1, 2013/1, P.21-39
- CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? » dans *Revue de l'OFCE*, n°79, octobre 2001, p. 315-359
- ERIBON D., *Retour à Reims*, Fayard, Paris, 2009.
- ETIENNE J., MENDRAS H., *Les grands auteurs de la sociologie. Tocqueville, Marx, Durkheim, Weber*, Hatier, Paris, 1993, pp. 43-61
- HOGGART R., *La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Minuit, Paris, ([1957], 1970).
- IGOUNET V., JAROUSSEAU V., *L'illusion nationale. Deux ans d'enquête dans les villes FN*, Les Arènes, Paris, 2017.
- MARQUIS N., VAN CAMPENHOUDT L., *Cours de sociologie*, Dunod, Paris, 2020.
- MARX K., *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1852)*, Editions de Poche, Paris, 2008.
- MENDRAS H., *La seconde révolution française :1965-1984*, Gallimard, Paris, 1994, p.60-67
- VANDENBORGH M., « Vous avez dit « Milieux populaires ? Entre position commune et éclatement des réalités » dans *Points de repères. Equipes Populaires*, Namur, 2012.

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé.

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues auprès de [christine.steinbach@ftu.be](mailto:christine.steinbach@ftu.be)

### FTU – Association pour une Fondation Travail-Université

Chaussée de Haecht, 579  
1030 Bruxelles  
+32-2-2463851

Site éducation permanente : [www.ftu.be](http://www.ftu.be)

Éditrice responsable : Dominique Decoux